

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-est-elle-en-train-d-imploser>

« L'Europe est-elle en train d'imploser ? »

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : samedi 1er mai 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'Europe a eu ses détracteurs depuis qu'elle s'est engagée sur la longue route de son unification. Beaucoup crurent celle-ci impossible. Et beaucoup l'estimèrent indésirable. Il faut pourtant reconnaître que ce projet a, en empruntant depuis 1945 un long et sinueux chemin, remarquablement bien réussi. Après tout, cela faisait au moins cinq cents ans que l'Europe était déchirée par des conflits nationalistes, lesquels culminèrent lors d'une Deuxième Guerre mondiale particulièrement affreuse. Et l'esprit de revanche paraissait être le sentiment dominant. En 2010, ce qu'on appelle maintenant l'Union européenne (UE) abrite en son sein une monnaie unique, l'euro, utilisée par seize pays. Avec l'espace Schengen, elle dispose également d'une zone forte de vingt-cinq membres qui permet une certaine liberté de circulation sans visa. Elle dispose aussi d'une administration centrale, d'une Cour européenne des droits de l'homme et vient de se doter d'un président et d'un ministre des Affaires étrangères.

Il ne faudrait certes pas exagérer la puissance de toutes ces structures mais il ne faudrait pas non plus sous-estimer à quel point tout ceci a représenté, pour le meilleur et pour le pire, une victoire sur les résistances nationalistes dans toute l'Europe, en particulier dans certains des Etats les plus puissants. Cependant, le fait est que dans l'immédiat, l'Europe semble également, par certains aspects notables, être en train d'imploser. Les noms de code de cette implosion sont « Grèce » et « Belgique ».

La Grèce, comme le monde entier le sait, subit une grave crise de sa dette souveraine. L'agence de notation Moody's a qualifié de junk bonds, d'obligations pourries, les obligations d'Etat grecques. Le Premier ministre Georges Papandréou a annoncé, vraiment à contre-cœur, qu'il devrait probablement se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI) pour obtenir un prêt, prêt qui impliquera les habituelles conditions du FMI et leur cortège d'exigences de restructuration néo-libérale. L'idée est très impopulaire en Grèce : c'est un coup porté à sa souveraineté, à la fierté des Grecs et surtout à leur porte-monnaie. L'idée a aussi été accueillie avec consternation dans un certain nombre de pays européens qui estiment que l'aide financière à la Grèce devrait d'abord venir des autres membres de l'UE.

L'explication de ce scénario est très simple. La Grèce a un gros déficit budgétaire. Parce que la Grèce est membre de la zone euro, elle ne peut pas dévaluer sa monnaie pour soulager ce problème. La Grèce a donc demandé une aide européenne. Le plus gros et le plus riche des pays européens, l'Allemagne, s'est montré extrêmement réticent, pour le moins, à accorder une telle aide. L'opinion publique allemande est fortement opposée à dépanner la Grèce, avant tout par réflexe protectionniste dans une période de stress pour l'Europe. Les Allemands redoutent aussi que si les Grecs obtiennent cette aide, une série d'autres pays (Portugal, Espagne, Irlande et Italie) fassent des demandes similaires.

L'opinion allemande a l'air de souhaiter que le danger disparaisse de lui-même ou du moins que la Grèce soit d'une façon ou d'une autre éjectée de la zone euro. Hormis le fait que ceci est juridiquement impossible, le pays qui aurait le plus à en souffrir, outre la Grèce, serait sûrement l'Allemagne dont la santé économique repose largement sur ses exportations dans le grand marché de la zone euro. Pour l'instant, la situation ressemble donc à une impasse. Et les vautours des marchés planent sur tous les pays de la zone euro qui ont des problèmes de dette souveraine.

Au beau milieu de tout cela, la désormais sempiternelle crise belge a resurgi d'une façon particulièrement vive. La Belgique, comme pays, doit son existence à la politique paneuropéenne. L'effondrement de l'empire habsbourgeois de Charles V avait abouti à la partition des Pays-Bas bourguignons en deux, les Provinces unies au nord, les Pays-Bas autrichiens au sud. Les guerres napoléoniennes eurent pour résultat de les rassembler de nouveau au sein d'un Royaume des Pays-Bas restauré. Et les conflits européens de 1830 conduisirent à une nouvelle séparation des deux territoires débouchant sur la création de la Belgique, peu ou prou située à l'emplacement des anciens Pays-Bas autrichiens et dotée d'un roi importé.

La Belgique a toujours été un ensemble composite de « Flamands » néerlandophones et de « Wallons »

francophones localisés en grande partie, quoiqu'imparfaitement, dans deux zones géographiques différentes (le nord et le sud du pays). S'y ajoute également une petite région germanophone.

Jusqu'en 1945, les Wallons étaient les Belges les plus instruits et les plus riches et contrôlaient les grandes institutions du pays. Le nationalisme flamand est né comme la voix des opprimés se battant pour leurs droits politiques, économiques et linguistiques. Après 1945, l'économie belge a connu un changement structural. Les zones wallonnes déclinaient pendant que les flamandes montaient en puissance. La politique belge devint par voie de conséquence une lutte sans fin des Flamands pour obtenir davantage de droits politiques et de décentralisation, avec comme objectif final, pour beaucoup, la dissolution de la Belgique et la naissance de deux pays.

Petit à petit, les Flamands ont obtenu de plus en plus ce qu'ils voulaient. Aujourd'hui, la Belgique en tant que pays a une monarchie commune, un ministre des Affaires étrangères commun mais guère plus. Le point de blocage probable tient au fait que la Belgique est désormais un Etat confédéral doté de trois et non de deux régions : la Flandre, la Wallonie et Bruxelles (la capitale).

Bruxelles n'est pas seulement la capitale de la Belgique. C'est la capitale de l'Europe, le lieu de la Commission européenne. Bruxelles est aussi une ville vraiment bilingue. Et les Flamands insistent pour qu'elle le soit moins. Le problème est que, même s'il devait y avoir accord sur la dissolution de la Belgique, il n'existerait pas de solution facile pour régler le sort de Bruxelles.

Les dernières négociations ont été à ce point inextricables que *Le Soir*, le grand quotidien belge de langue française, a proclamé que « La Belgique est morte le 22 avril 2010 ». Son principal éditorialiste s'est demandé : « ce pays a-t-il encore un sens ? ». En ce moment, le roi tente, vainement peut-être, de reformer un gouvernement. Il pourrait devoir convoquer de nouvelles élections, sans grand espoir qu'elles débouchent sur un parlement très différent. Le 1er juillet, la Belgique assume pour six mois la présidence tournante de l'Union européenne et il n'est pas certain qu'un Premier ministre belge soit là pour la présider.

Le problème grec est un problème de contagion. Les difficultés de la Grèce ne risquent-elles pas se reproduire (si ce n'est-ce déjà le cas) ailleurs en Europe ? L'euro peut-il y survivre ? Le problème belge présente, toutefois, un risque de contagion plus grand encore. Si la Belgique se scinde et que les deux morceaux deviennent alors membres de l'UE, d'autres Etats ne vont-ils pas également envisager des scissions ? Il existe, après tout, des mouvements sécessionnistes ou quasi-sécessionnistes dans nombre de pays de l'Union. La crise de la Belgique pourrait facilement devenir la crise de l'Europe.

Des deux menaces d'implosion, celle symbolisée par la Grèce est la plus facile à résoudre. Fondièrément, elle requiert juste que l'Allemagne se rende compte que ses besoins sont mieux satisfaits par un protectionnisme européen que par un protectionnisme allemand.

La crise belge pose une question bien plus fondamentale. Si l'Europe était prête, sur-le-champ, à aller dans la direction d'un Etat véritablement fédéral, elle pourrait absorber le choc de l'éclatement de n'importe lequel des Etats existants. Mais elle n'y a pas été prête jusqu'à présent. Et les difficultés économiques collectives au niveau mondial ont beaucoup renforcé les éléments étroitement nationalistes dans quasiment tous les pays européens, comme toutes les récentes élections l'ont montré. Sans une puissante fédération européenne, l'Europe aura les plus grandes difficultés à survivre à une série de scissions territoriales. Au milieu de la chienlit politique, l'Europe pourrait bien passer aux oubliettes de l'histoire .

On perçoit bien une certaine *Schadenfreude*, une « joie mauvaise », chez des dirigeants états-uniens trop heureux des difficultés de l'Europe. Ce qui peut toutefois sauver l'Europe de l'implosion, c'est précisément la menace sans

« L'Europe est-elle en train d'imploser ? »

cesse grandissante d'une implosion des Etats-Unis. L'Europe et les Etats-Unis sont assis chacun d'un côté d'une balançoire, où quand l'un monte, l'autre descend. Comment cela évoluera dans les deux à cinq prochaines années n'est pas du tout clair.

[Commentaire n° 280](#), US, 1er mai 2010